ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 16 septembre 1997, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un avant-projet de loi "transposant la directive 95/26/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 juin 1995 relative aux institutions financières et portant des dispositions diverses", a donné le 1er avril 1998 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 16 september 1997 door de Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "tot omzetting van de richtlijn 95/26/EG van het Europees Parlement en de Raad van 29 juni 1995 over de financiële instellingen en houdende diverse bepalingen", heeft op 1 april 1998 het volgende advies gegeven :

Préambule

L’avant-projet de loi doit revêtir la forme d’un arrêté royal de présentation.

Les salutations d’usage et un préambule seront donc insérés avant le dispositif en projet, rédigés comme il suit :

"Albert II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de notre Ministre des Finances et de l’avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Notre Ministre des Finances est chargé de présenter en Notre nom à la Chambre des représentants le projet de loi dont la teneur suit :".

Il convient également d’ajouter la signature du ministre proposant à la fin de l’avant-projet de loi.

Dispositif

Afin de maintenir une cohérence dans la structure de l’avant-projet, il convient de remplacer les mots "Chapitre préliminaire" par les mots "Chapitre premier - Disposi-

tions préliminaires", de sorte que l'article 1er se trouve dans le chapitre premier; les chapitres premier à IV de l'avant-projet deviendront les chapitres II à V.

Articles 3 et 10

L'article 2, paragraphe 1er, de la directive insère une définition de l'expression "liens étroits" dans les directives antérieures.

L'avant-projet de loi ne reproduit pas cette définition. Dans les articles 3, 2°, et 10, 2°, il fait appel aux notions de "lien de participation" et d'"entreprise liée", "au sens des arrêtés d'exécution de l'article 44, alinéa 3, de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit" et "au sens de la définition qui en est donnée dans les arrêtés d'exécution de l'article 91, alinéa 2, (lire : de la loi du 6 avril 1995)".

Pour les entreprises d'investissement régies par la loi du 6 avril 1995, l'examen des textes en vigueur n'a permis au Conseil d'Etat de découvrir aucune définition des notions de lien de participation et d'entreprise liée. Selon les renseignements fournis à la section de législation, il n'existerait, du reste, à ce jour, aucun arrêté exécutant l'article 91, alinéa 2 précité.

Pour les entreprises de crédit, la définition du lien de participation serait à découvrir dans un arrêté

royal du 23 septembre 1992, antérieur à la loi du 22 mars 1993 (1).

Un tel procédé de référence à une norme de niveau inférieur, antérieure et d'objet particulier, est rigoureusement à proscrire car il compromet la sécurité juridique.

Il appartient en l'occurrence au législateur de définir lui-même le champ d'application de la loi en vue de transposer complètement la directive.

Article 5

Le terme "adéquat" n'ajoute rien à la nature d'un contrôle qui se dit "prudentiel". Il peut être omis sans inconvénient.

Article 6

Il est proposé de rédiger cette disposition comme il suit :

"Dans le texte néerlandais de l'intitulé de la sous-section 6 du titre II, chapitre premier, section II, et dans le texte néerlandais de l'article 21 de la même loi, le mot "hoofdkantoor" est remplacé par le mot "hoofdbestuur".

---

(1) Il s'agit, selon l'exposé des motifs, page 7, de l'Annexe II, Section première, sous-section VII, §§ 7, 8 et 9, de l'arrêté royal du 23 septembre 1992 relatif aux comptes annuels des établissements de crédit. En toute hypothèse, "les entreprises liées", auxquelles ne fait qu'allusion le paragraphe 7, ne sont pas définies.

La même observation vaut pour l'article 13.

Article 7

De manière à transposer correctement et complètement la directive 95/26, l'article 55, 3°, en projet doit être rédigé ainsi qu'il suit :

"Les commissaires-reviseurs agréés qui ont procédé de bonne foi à une information visée à l'alinéa 1er, 4°, ne commettent aucune faute civile, pénale ou disciplinaire et n'encourent aucune responsabilité de ce chef.".

Il convient de modifier également l'article 74 de la loi du 22 mars 1993 qui oblige de manière analogue les reviseurs d'entreprises agréés à faire rapport à la commission bancaire et financière.

Article 9

1. Compte tenu du nombre de modifications apportées à l'article 99 de la loi du 22 mars 1993, il serait plus clair d'intégrer toutes ces modifications dans une disposition nouvelle qui remplacerait l'article 99 en entier.

L'article 16 de l'avant-projet appelle la même observation.

2. Au 1°, l'autorisation de communiquer des informations confidentielles aux autorités chargées de la surveillance des commissaires-reviseurs et des autres contrôleurs légaux des entreprises d'investissement, des entreprises d'assurance, des organismes de placement collectif et des sociétés qui concourent à l'activité de ces derniers, ne trouve pas sa place dans la loi du 22 mars 1993 qui ne concerne que les établissements de crédit.

La même observation vaut également pour les 5° et 6°.

Elle vaut aussi de manière analogue pour l'article 16 en projet.

Article 14

1. L'article 2, 2°, de l'arrêté royal du 22 décembre 1995 a remplacé les mots "La Caisse d'intervention des sociétés de bourse" par les mots : "l'autorité de contrôle" dans les articles 77, § 2, alinéas 1er et 4, 99, alinéas 1er et 3, 100, alinéas 1er, 2 et 5 et 101, alinéa 1er, partie introductive, 2°, 3°, 4°, alinéas 2 et 4 de la loi du 6 avril 1995.

Dans l'article 101, alinéa 1er, 4°, en projet, cette dernière expression est remplacée par les mots "la Commission bancaire et financière" alors qu'on laisse subsister l'expression "l'autorité de contrôle" dans les autres dispositions modifiées par l'arrêté royal du 22 décembre 1995.

En raison de la disparition de la Caisse d'intervention des sociétés de bourse (C.I.F.), il convient de remplacer les mots "autorité de contrôle" par les mots "commission bancaire et financière" dans l'ensemble de la loi en projet.

2. Il est renvoyé à l'observation faite sous l'article 7, 3° de l'avant-projet.

Article 15

Plutôt que d'insérer un alinéa 2 dans l'article 102 en projet, il serait plus simple et plus clair de modifier l'article actuel en écrivant :

"Les articles 96 à 100 et 101, alinéa 1er, 1° à 3°, et alinéas 3 à 5, ne sont pas applicables aux entreprises ..." (1).

Article 16

Il est renvoyé aux deux observations émises sous l'article 9 de l'avant-projet moyennant, pour la seconde, les précisions suivantes.

---

(1) Compte tenu de l'insertion d'un nouvel alinéa 2 dans l'article 101.

Les articles 140 à 145 forment le livre IV, titre premier de la loi du 6 avril 1995, lequel titre est intitulé "du secret professionnel de l'autorité ou des autorités compétentes pour le contrôle des entreprises d'investissement".

L'article 144, § 1er, 1°, ne concerne, à juste titre, que les entreprises d'investissement.

L'avant-projet étend le champ d'application de cette disposition aux commissaires-reviseurs et reviseurs d'entreprises ainsi qu'aux autres contrôleurs légaux des comptes des établissements de crédit, des entreprises d'assurance, des organismes de placement collectif, des sociétés qui concourent à l'activité de ces derniers et des établissements financiers, belges ou étrangers.

Il s'agit sans doute d'une inadvertance. Une telle extension ne trouve pas sa place dans la loi du 6 avril 1995; dans l'article en projet, elle passerait inaperçue à ses destinataires.

Cette observation vaut également pour l'article 16, 5° et 6°, de l'avant-projet modifiant l'article 144, § 1er, alinéa 1er, 8° et 10°.

L'observation vaut encore pour l'article 16, 9°, de l'avant-projet qui remplace l'article 144, § 2, en ce qu'il s'applique à une série d'organismes qui n'ont rien de commun avec les entreprises ou les services d'investissement.

Article 18

L'article 167, alinéa 1er, de la loi du 6 avril 1995, modifié par la loi du 30 janvier 1996 prévoit que les articles 96 à 102 entrent en vigueur le 1er janvier 1999.

L'entrée en vigueur anticipée de l'article 102 sera partiellement inopérante si les dispositions auxquelles cet article se réfère, soit les articles 96 à 100 et 101, alinéa 1er, 1° à 3°, et alinéas 3 et 4, entrent en vigueur le 1er janvier 1999.

Article 19

Le 1° remplace le paragraphe 1er, alinéa 3, de l'article 132 de la loi du 4 décembre 1990, qui concerne les O.P.C.V.M.

Dans cet alinéa 3, mieux vaut substituer le mot "recueilli" au mot "obtenu", puisque dans la réalité le commissaire-reviseur agréé n'est que le sujet passif de l'accord demandé par son employeur.

A l'alinéa suivant devenant l'alinéa 4, il convient de préciser que le reviseur agréé (personne physique) est désigné par la société de reviseurs "en son sein", ou "au sein de son personnel".

En ce qui concerne l'article 132, § 1erbis, alinéa 2, de la loi du 4 décembre 1990, en projet, il est renvoyé aux observations faites à l'article 7 de l'avant-projet.

Article 20

Article 142ter en projet

L'article 142ter, en projet, vise à limiter l'exception à l'obligation au secret imposée aux membres et au personnel de la commission bancaire et financière. Le témoignage en justice demeure permis mais il est désormais limité aux matières pénales.

L'exposé des motifs justifie cette disposition nouvelle par la nécessité de transposer l'article 4, paragraphe 7, de la directive 95/26.

L'article 4, paragraphe 7, ne comporte pas cette exigence.

Au demeurant, cette restriction est incompatible avec le principe d'égalité et de non-discrimination et doit être omise. Il en sera de même à l'article 142octies, alinéa 2.

Article 142quater en projet

La directive précitée invoque une communication sous une forme sommaire ou abrégée, il n'est nullement question d'une forme "agrégée". Le texte doit être corrigé en conséquence.

Articles 142nonies et 142decies en projet

Comme le Conseil d'Etat l'a rappelé à de nombreuses reprises :

> "Si suivant l'article 108 de la Constitution, le Roi, dans l'exercice de son pouvoir réglementaire, ne peut pas suspendre l'application de la loi, une autorité administrative ne peut évidemment pas décider une telle suspension. Seul le pouvoir exécutif pourrait recevoir une autorisation législative d'user d'un aussi large pouvoir de dérogation en respectant les limites fixées par le législateur dans le texte du projet.".

Ces dispositions seront omises ou à tout le moins complètement revues.

Article 21

1. Dans la phrase liminaire de cette disposition, il convient d'insérer les mots "inséré par la loi du 22 mars 1993 et" entre les mots "titres et valeurs," et les mots "modifié par la loi".

2. Au 4° de l'article 21, la concordance des textes sera revue. C'est le texte français qui est correct. Il y a lieu d'adapter le texte néerlandais en conséquence.

Article 23

L'article 91, § 1er, de la loi du 22 mars 1993 impose aux établissements de crédit de communiquer à la Banque nationale de Belgique les crédits d'au moins un million de francs qu'ils accordent.

La "rémunération" que la Banque nationale de Belgique est habilitée à imposer aux établissements de crédit pour la collecte des données comptables ne couvre pas la délivrance ultérieure de renseignements.

Aucun service, aucun avantage ne s'attache au paiement de cette rémunération. Celle-ci n'en a pas moins un caractère obligatoire. Un forfait est même exigé des banques qui n'ont aucune donnée à fournir.

Ces éléments suffisent à écarter l'idée qu'il s'agirait d'une redevance.

La "rémunération" imposée s'analyse, au regard de l'article 173 de la Constitution, comme étant un impôt. Lorsqu'il s'agit "d'un cas formellement excepté par la loi", les principes de base du droit fiscal conduisent à exiger que la base et le taux d'une "rémunération" qui ne rétribue aucun service soient déterminés par la loi.

Observations finales

Dans la phrase liminaire des articles 5, 12 et 19, 1°, il y a lieu de remplacer les mots "la disposition suivante" par les mots "les alinéas suivants".

Aux articles 7, 1°, 8, 10, 2°, 14, 1°, et 21, 1°, du projet, il convient de remplacer les mots "la disposition suivante" par les mots "le texte suivant".

Aanhef

Bij het voorontwerp van wet hoort een koninklijk indieningsbesluit.

Vóór het ontworpen dispositief behoren dan ook de als volgt gestelde gebruikelijke begroetingsformulieren en een aanhef te worden ingevoegd :

"Albert II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Onze Minister van Financiën is gelast in Onze naam bij de Kamer van volksvertegenwoordigers het ontwerp van wet in te dienen waarvan de tekst hierna volgt :".

Voorts behoort het voorontwerp van wet door de voordragende minister te worden ondertekend.

Bepalend gedeelte

Om het voorontwerp een samenhangende structuur te laten vertonen, dienen de woorden "Inleidend Hoofdstuk" te worden vervangen door de woorden "Hoofdstuk I - Inleidende bepalingen", waarbij artikel 1 deel uitmaakt van

hoofdstuk I. Daardoor worden de hoofdstukken I tot IV van het voorontwerp de hoofdstukken II tot V.

Artikelen 3 en 10

Bij artikel 2, lid 1, van de richtlijn wordt in de vorige richtlijnen de definitie van het begrip "nauwe banden" ingevoegd.

In het voorontwerp van wet ontbreekt die definitie. In de artikelen 3, 2°, en 10, 2°, wordt gebruik gemaakt van de begrippen "deelnemingsverhouding" en "verbonden onderneming", "(volgens) de omschrijving die hiervan wordt gegeven in de uitvoeringsbesluiten van artikel 44, derde lid, van de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen" en "(volgens) de omschrijving die hiervan wordt gegeven in de uitvoeringsbesluiten van artikel 91, tweede lid, (lees : van de wet van 6 april 1995)".

Wat de bij de wet van 6 april 1995 geregelde beleggingsondernemingen betreft, heeft de Raad van State bij een onderzoek van de geldende teksten geen enkele definitie van de begrippen "deelnemingsverhouding" en "verbonden onderneming" kunnen vinden. Volgens de aan de afdeling wetgeving verstrekte inlichtingen zou er thans overigens geen enkel besluit tot uitvoering van het voornoemde artikel 91, tweede lid, bestaan.

Voor de kredietinstellingen zou de definitie van de "deelnemingsverhouding" te vinden zijn in een koninklijk

besluit van 23 september 1992, dat van oudere datum is dan de wet van 22 maart 1993 (1).

Zulk een handelwijze, waarbij verwezen wordt naar een lagere norm die van oudere datum is en een specifiek onderwerp heeft, dient streng te worden veroordeeld, aangezien ze de rechtszekerheid in het gedrang brengt.

In casu staat het aan de wetgever om zelf de werkingssfeer van de wet vast te stellen teneinde de richtlijn volledig om te zetten.

Artikel 5

De term "passend" bevat geen enkel nieuw gegeven omtrent de aard van een toezicht dat "prudentieel" wordt genoemd, zodat die term zonder bezwaar kan vervallen.

Artikel 6

Er wordt voorgesteld deze bepaling als volgt te stellen :

"In de Nederlandse tekst van het opschrift van onderafdeling 6 van titel II, hoofdstuk I, afdeling II, en

---

(1) Volgens de memorie van toelichting, bladzijde 7, gaat het om bijlage II, deel I, onderdeel VII, §§ 7, 8 en 9, bij het koninklijk besluit van 23 september 1992 op de jaarrekening van de kredietinstellingen. Er kan in elk geval geen definitie van het begrip "verbonden onderneming" worden gevonden, waarnaar in paragraaf 7 alleen wordt verwezen.

in de Nederlandse tekst van artikel 21 van dezelfde wet wordt het woord "hoofdkantoor" vervangen door het woord "hoofdbestuur".

Deze opmerking geldt ook voor artikel 13.

Artikel 7

Teneinde richtlijn 95/26 correct en volledig om te zetten, behoort het ontworpen artikel 55, 3˚, als volgt te worden gesteld :

"De erkende commissarissen-revisoren die te goeder trouw gegevens als bedoeld in het eerste lid, 4˚, verstrekken, plegen daarbij geen enkel burgerrechtelijk, strafrechtelijk of tuchtrechtelijk vergrijp en kunnen uit dien hoofde niet aansprakelijk worden gesteld.".

Ook artikel 74 van de wet van 22 maart 1993, waarbij de erkende bedrijfsrevisoren op analoge wijze worden verplicht om bij de Commissie voor het Bank- en Financiewezen verslag uit te brengen, behoort in die zin te worden gewijzigd.

Artikel 9

1. Gelet op het grote aantal wijzigingen dat in artikel 99 van de wet van 22 maart 1993 wordt aangebracht, zou het duidelijkheidshalve beter zijn al die wijzigingen te nemen in een nieuwe bepaling, die het volledige artikel 99 vervangen.

Artikel 16 van het voorontwerp geeft aanleiding tot een soortgelijke opmerking.

2. In onderdeel 1° is de machtiging tot het verstrekken van vertrouwelijke gegevens aan de overheden die belast zijn met het toezicht op de commissarissen-revisoren en aan alle andere personen die belast zijn met de wettelijke controle van de beleggingsondernemingen, de verzekeringsondernemingen, de instellingen voor collectieve belegging en de vennootschappen die bij het bedrijf van deze instellingen betrokken zijn, niet op haar plaats in de wet van 22 maart 1993, die alleen betrekking heeft op de kredietinstellingen.

Deze opmerking geldt ook voor de onderdelen 5° en 6°.

Ze geldt tevens mutatis mutandis voor artikel 16 van het voorontwerp.

Artikel 14

1. Bij artikel 2, 2°, van het koninklijk besluit van 22 december 1995 zijn in de artikelen 77, § 2, eerste en vierde lid, 99, eerste en derde lid, 100, eerste, tweede en vijfde lid, en 101, eerste lid, inleidend gedeelte, 2°, 3°, 4°, tweede en vierde lid, van de wet van 6 april 1995 de woorden "H(h)et Interventiefonds van de beursvennootschappen" vervangen door "D(d)e toezichthoudende overheid".

In het ontworpen artikel 101, eerste lid, 4°, komen de woorden "de Commissie voor het Bank- en Financiewezen" in de plaats van de uitdrukking "de toezichthoudende overheid", terwijl diezelfde uitdrukking behouden blijft in de overige door het koninklijk besluit van 22 december 1995 gewijzigde bepalingen.

Doordat het Interventiefonds van de beursvennootschappen (C.I.F.) ophoudt te bestaan, dienen in het hele wetsontwerp de woorden "toezichthoudende overheid" te worden vervangen door de woorden "Commissie voor het Bank- en Financiewezen".

2. Er wordt verwezen naar de opmerking die onder artikel 7, 3°, van het voorontwerp is gemaakt.

Artikel 15

In plaats van artikel 102 aan te vullen met het ontworpen tweede lid, zou het eenvoudiger en duidelijker zijn het huidige artikel als volgt te stellen :

"De artikelen 96 tot 100 en 101, eerste lid, 1° tot 3°, en het derde tot het vijfde lid, zijn niet van toepassing op de beleggingsondernemingen die ..." (1).

---

(1) Gelet op de invoeging van een nieuw tweede lid in artikel 101.

Artikel 16

Er wordt verwezen naar de beide opmerkingen die onder artikel 9 van het voorontwerp worden gemaakt, met de volgende preciseringen, wat de tweede opmerking betreft.

De artikelen 140 tot 145 vormen boek IV, titel I, van de wet van 6 april 1995, welke titel het volgende opschrift heeft "Beroepsgeheim van de overheid of overheden bevoegd voor het toezicht op de beleggingsondernemingen".

Artikel 144, § 1, 1°, heeft terecht alleen betrekking op de beleggingsondernemingen.

In het voorontwerp wordt de werkingssfeer van die bepaling uitgebreid tot de commissarissen-revisoren en bedrijfsrevisoren en tot alle andere personen die belast zijn met de wettelijke controle van de jaarrekening van Belgische of buitenlandse kredietinstellingen, verzekeringsondernemingen, instellingen voor collectieve belegging en vennootschappen die bij hun bedrijf betrokken zijn, alsook van andere financiële instellingen.

Wellicht gaat het hier om een vergissing. Zulk een uitbreiding is niet op haar plaats in de wet van 6 april 1995; die uitbreiding zou op die plaats zonder meer kunnen ontgaan aan de aandacht van de adressaten van het ontworpen artikel.

Deze opmerking geldt ook voor artikel 16, 5° en 6°, van het voorontwerp, welke onderdelen artikel 144, § 1, eerste lid, 8° en 10°, wijzigen.

Die opmerking geldt voorts ook voor artikel 16, 9°, van het voorontwerp, waarbij artikel 144, § 2, van de wet wordt vervangen door een tekst die van toepassing is op een reeks instellingen die geen enkel punt van overeenkomst hebben met de beleggingsondernemingen of de beleggingsdiensten.

Artikel 18

Artikel 167, eerste lid, van de wet van 6 april 1995, gewijzigd bij de wet van 30 januari 1996, bepaalt dat de artikelen 96 tot 102 in werking treden op 1 januari 1999.

De vervroegde inwerkingtreding van artikel 102 zal ten dele zonder uitwerking blijven als de bepalingen waarnaar dit artikel verwijst, namelijk de artikelen 96 tot 100 en 101, eerste lid, 1° tot 3°, en het derde en het vierde lid, op 1 januari 1999 in werking treden.

Artikel 19

Onderdeel 1° vervangt artikel 132, paragraaf 1, derde lid, van de wet van 4 december 1990, welk artikel op de icbe's betrekking heeft.

In dat derde lid zou het woord "verkregen" moeten worden vervangen door het woord "ontvangen", aangezien de erkende commissaris-revisor in feite niets meer doet dan kennis nemen van de instemming waarom zijn werkgever heeft verzocht.

In het volgende lid, dat het vierde lid wordt, behoort te worden gepreciseerd dat de erkende revisor (een natuurlijk persoon) door de revisorenvennootschap "uit haar midden" of "onder haar personeelsleden" wordt aangewezen.

Wat het ontworpen artikel 132, § 1bis, tweede lid, van de wet van 4 december 1990 betreft, wordt verwezen naar de opmerkingen die over artikel 7 van het voorontwerp zijn gemaakt.

Artikel 20

Ontworpen artikel 142ter

Het ontworpen artikel 142ter strekt ertoe de uitzondering op de verplichting tot geheimhouding opgelegd aan de leden en het personeel van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen te beperken. Zij kunnen nog steeds in rechte getuigen, doch voortaan alleen in strafzaken.

In de memorie van toelichting wordt als reden voor deze nieuwe bepaling opgegeven dat artikel 4, lid 7, van richtlijn 95/26 behoort te worden omgezet.

Dat artikel 4, lid 7, bevat die eis echter niet.

Overigens is die beperking onverenigbaar met het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie en behoort ze dan ook te vervallen. Hetzelfde geldt voor het ontworpen artikel 142octies, tweede lid.

Ontworpen artikel 142quater

In de Franse tekst van de voornoemde richtlijn is alleen sprake van een "communication sous une forme sommaire ou abrégée", niet van een "forme agrégée". De tekst behoort dienovereenkomstig te worden aangepast. In het Nederlands schrijve men voor "sous une forme sommaire ou agrégée" "in beknopte of samengevatte vorm".

Ontworpen artikelen 142nonies en 142decies

De Raad van State heeft er reeds herhaaldelijk op gewezen dat aangezien de Koning in de uitoefening van zijn verordenende bevoegdheid volgens artikel 108 van de Grondwet de toepassing van de wet niet kan schorsen, een administratieve instantie uiteraard evenmin over een zodanige schorsing kan beslissen. Alleen de uitvoerende macht zou er door de wetgever toe gemachtigd kunnen worden om gebruik te maken van zulk een ruime bevoegdheid om afwijkingen toe te staan, met inachtneming van de beperkingen die de wetgever in de tekst van het ontwerp heeft gesteld.

Die bepalingen behoren te vervallen of moeten op zijn minst volledig worden herzien.

Artikel 21

1. De inleidende zin van deze bepaling zou als volgt moeten luiden :

"In artikel 40bis van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 op de bankcontrole en het uitgifte-regime voor titels en effecten, ingevoegd bij de wet van 22 maart 1993, gewijzigd bij de wet ... (voorts als in het ontwerp)".

2. In artikel 21, 4°, stemmen de teksten niet volledig overeen. De Franse tekst is juist. De Nederlandse tekst behoort dienovereenkomstig te worden aangepast.

Artikel 23

In artikel 91, § 1, van de wet van 22 maart 1993 wordt aan de kredietinstellingen de verplichting opgelegd de Nationale Bank van België in kennis te stellen van de geldopnemingen gelijk aan of hoger dan één miljoen frank die zij toestaan.

De "vergoeding" die de Nationale Bank van België voor het inzamelen van de boekhoudkundige gegevens van de kredietinstellingen kan vorderen, dekt het later mededelen van inlichtingen niet.

Tegenover de betaling van die vergoeding staat geen enkele dienst, geen enkel voordeel. Toch is het betalen van die vergoeding daarom niet minder verplicht. Van de banken

die geen enkel gegeven mee te delen hebben, wordt zelfs een forfaitair bedrag gevorderd.

Alleen al op basis van deze gegevens kan worden gezegd dat het hier niet om een retributie gaat.

In het licht van artikel 173 van de Grondwet dient de "vergoeding" als een belasting te worden beschouwd. Wanneer het om een "uitdrukkelijk door de wet uitgezonderd geval" gaat, vereisen de basisbeginselen van het fiscaal recht dat de grondslag en het tarief van een "vergoeding" die tegenover geen enkele dienst staat, door de wet worden bepaald.

Slotopmerkingen

In de inleidende zin van de artikelen 5, 12 en 19, 1°, dienen de woorden "de volgende bepaling" te worden vervangen door de woorden "de volgende leden".

In de artikelen 7, 1°, 8, 10, 2°, 14, 1°, en 21, 1°, van het ontwerp dienen de woorden "door de volgende bepaling" te worden vervangen door de woorden "als volgt".

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit
Messieurs de Heren	W. WETTINCK,	conseiller d'Etat, président, staatsraad, voorzitter,
	Y. KREINS, P. QUERTAINMONT,	conseillers d'Etat, staatsraden,
	F. DELPEREE, J. van COMPERNOLLE,	assesseurs de la section de législation, assessoren van de afdeling wetgeving,
Madame Mevrouw	B. VIGNERON,	greffier assumé, toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, premier auditeur chef de section. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme G. JOTTRAND, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, eerste auditeur afdelingshoofd. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. G. JOTTRAND, adjunct-referendaris.

M. G. PIQUET, premier auditeur honoraire au Conseil d'Etat, a été appelé en consultation, en application de l'article 82 des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973.

De H. G. PIQUET, ere-eerste auditeur bij de Raad van State, is bij toepassing van artikel 82 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State van 12 januari 1973 ter raadpleging opgeroepen.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN, président de chambre.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN, kamervoorzitter.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

B. VIGNERON C. WETTINCK